

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR
ARRETE

Reçu D.D.S.V 22 18

17 SEP. 2004

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
EP

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
 - VU le Code de l'Environnement ;
 - VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
 - VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
 - VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
 - VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001, modifié le 1^{er} août 2002, établissant le second programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
 - VU l'arrêté préfectoral du 25 juin 1992 autorisant L'E.A.R.L. DU HANT, sise à LE MERZER, au lieu-dit « Pont Ar Hant » à exploiter à cette adresse, un élevage avicole de 38 250 animaux-équivalents (12 750 dindes) ;
 - VU la demande présentée par L'E.A.R.L. DU HANT, sise à LE MERZER, au lieu-dit « Pont Ar Hant » en vue de la régularisation de la situation administrative et l'extension, à cette adresse, d'un élevage avicole de 47 601 animaux-équivalents (Dindes de chair), la création d'une annexe pour le compostage et la mise aux normes du plan d'épandage ; installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
 - VU les plans et documents annexés à cette demande ;
 - VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
 - VU les délibérations des Conseils municipaux de GOMMENECH (25 novembre 2003), GOUDELIN (24 novembre 2003), LE MERZER (15 décembre 2003), POMMERIT-LE-VICOMTE (19 décembre 2003), SAINT-AGATHON (17 décembre 2003) ;
 - VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
 - VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 5 mai 2004 ;
 - VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 18 juin 2004 ;
 - VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT que le déclarant ne respecte pas les distances prescrites par l'arrêté réglementaire susvisé du fait que l'implantation du bâtiment est à 47 mètres, 70 mètres des tiers les plus proches et qu'une autorisation par voie dérogatoire est nécessaire ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L512 – 1 du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage existant ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et qu'en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés au Code de l'Environnement (livre V – titre 1^{er})

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1 :

- 1.1. - L'E.A.R.L DU HANT (LOZAHIC Pierre Yves), ci-après dénommé l'éleveur, sise à LE MERZER au lieu-dit "Pont ar Hant", est autorisé à exploiter à cette adresse (section A n°318-337-706), à moins de 100 m des tiers, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 47 601 animaux-équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 15 867 dindes ou dindons de chair ou 47600 poulets de chair standard léger ou 36 210 poulets de chair standard lourd, sous réserve que la rotation des productions sur les deux poulaillers permette de limiter la production annuelle à 7310 kg.
- 1.2. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2111-1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.
- 1.3. - Il est donné acte à l'E.A.R.L DU HANT de sa déclaration par laquelle elle fait connaître qu'elle va exploiter également à cette adresse (section A, parcelle n° 9) une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 92 tonnes par an.
- 1.4. - Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, l'éleveur devra respecter les prescriptions complémentaires édictées à l'article 3 ci-après.

ARTICLE 2 –

Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage :

- 2.1. - Aménagement :
 - 2.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 1 700 m².
 - 2.1.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc ...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.
 - 2.1.3. - Tout stockage de fumier est interdit sur le site de l'élevage (en dehors des poulaillers et de l'unité de stockage et compostage du fumier).
 - 2.1.4. - Le fumier et le compost seront épandus sur l'exploitation par un épandeur équipé d'une table d'épandage grande largeur (>10 mètres).
- 2.2. - Sécurité :
 - 2.2.1. - Les matériaux employés pour la construction du(des) bâtiment(s) devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).
 - 2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.
 - 2.2.3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé dans le hangar de stockage du fumier et compost et à proximité d'une issue sur le site de l'élevage.
 - 2.2.4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.
 - 2.2.5. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

ARTICLE 3 :

Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures :

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en œuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

3.1 : - Dispositions générales :

3.1.1. - Conformité de l'installation à la déclaration :

L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande, lesquelles seront adaptées de telle façon qu'il soit satisfait aux prescriptions ci-après.

3.1.2. - Modifications :

Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.1.3. - Dossier installation classée :

L'éleveur doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de déclaration,
- les plans tenus à jour,
- l'acte administratif réglementant l'activité,
- le cahier de suivi du compostage,
- les documents et analyses visés à l'article 3.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.2. - Implantation - aménagement :

3.2.1. - Règles d'implantation :

Sans préjudice des dispositions réglementaires applicables par ailleurs, l'installation doit être implantée :

- à au moins 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, des établissements recevant du public, ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.
- à au moins 50 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau.
- à au moins 200 mètres des lieux et baignade et des plages.
- à au moins 500 mètres des piscicultures et des zones conchylicoles, aquacoles et gisements naturels de coquillages.

3.2.2. - Intégration dans le paysage :

L'éleveur prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site (peinture, plantations, engazonnement...). Il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc.).

3.2.3. - Interdiction d'habitations au-dessus des installations :

L'installation ne doit pas être surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers.

3.2.4. - Accessibilité - voie de circulation :

Les différentes zones de l'installation doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les bâtiments éventuels sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin.

En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.

A l'intérieur de l'établissement, les voies de circulation, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de déchets sur les voies de circulation.

3.2.5. - Installation de compostage :

- 3.2.5.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobique contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.
- 3.2.5.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.
- 3.2.5.3. - Pour la mise en œuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'une plate forme étanche couverte d'une surface de 150 m² offrant une capacité de production et de stockage d'au moins six mois. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.
- 3.2.5.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.
- 3.2.5.5. - Toutes les dispositions nécessaires seront prises pour récupérer les liquides d'égouttage qui seront, soit dirigés vers les installations de stockage, soit récupérés dans l'installation pour l'humidification des andains. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.
- 3.2.5.6. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en œuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.
- 3.2.5.7. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées.
- 3.2.5.8. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.
- 3.2.5.9. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus tard 6 mois à compter de la date du présent arrêté.
- 3.2.6. - Ventilation des locaux :
- Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.
- 3.3. - Exploitation - entretien :
- 3.3.1. - Surveillance de l'exploitation :
- L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.
- Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.
- 3.3.2. - Propreté :
- L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.
- L'exploitant prend les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.
- 3.3.3. - Contrôle et suivi du compostage :
- La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes.
- 3.3.3.1. - Le pétitionnaire devra respecter le volet 1 du cahier des charges fixé par le groupement interprofessionnel volailles de chair de Bretagne pour le compostage du fumier de volailles et autorisé par les arrêtés préfectoraux des 30/01/2003 et 12/05/2003 de la Région Bretagne.
- 3.3.3.2. - Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.
- 3.3.3.3. - Ces documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.
- 3.3.4 Utilisation du compost.
- L'exploitant doit respecter les obligations de résultat définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants: matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

#Compost utilisé en tant que matière fertilisante destinée à l'épandage :

A défaut de disposer d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente, d'une autorisation de distribution pour expérimentation ou d'avoir un produit conforme à une norme d'application obligatoire, l'exploitant doit respecter les dispositions réglementaires en matières d'épandage d'effluents d'origine agricole définies par les arrêtés préfectoraux relatifs aux élevages et par l'arrêté préfectoral relatif au programme d'action " nitrates".

Le compost obtenu selon la méthodologie définie au paragraphe 3.3.3.1. et répondant à la norme peut être épandu à 10 mètres des tiers.

Le suivi de l'épandage est assuré par l'enregistrement sur le cahier de fertilisation conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le pétitionnaire devra utiliser un matériel adapté permettant un épandage homogène.

3.4. - Prévention des risques incendie :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ..) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

En cas d'exploitation par andains, l'exploitant doit disposer d'une aire réservée laissée disponible, de superficie au moins égale à 2 fois la surface d'un andin, et d'un engin approprié permettant d'étaler un tas en feu.

3.5. - Air - odeurs :

L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.

L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation,
- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

ARTICLE 4 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie du MERZER pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de L'E.A.R.L. DU HANT.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de L'E.A.R.L. DU HANT dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 25 juin 1992 susvisé.

ARTICLE 9 -

"Délai et voie de recours" (article L514 - 6 du Code de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de LE MERZER,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à L'E.A.R.L. DU HANT pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de GOMMENEC'H, GOUDELIN, POMMERIT-LE-VICOMTE, SAINT-AGATHON, BRINGOLO pour information.

SAINT-BRIEUC, le **24 AOUT 2004**

LE PREFET,

Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,



Pour copie certifiée conforme,
L'Attaché, Chef de Bureau,

Christian RAYMOND

Signé : Jacques MICHELOT